

# PAR ailleurs

 Desjardins

Développement  
international Desjardins

AUTOMNE 1999 VOLUME 6, NUMÉRO 2



## **Informatisation**

Les besoins de  
nos partenaires

## **Microfinance**

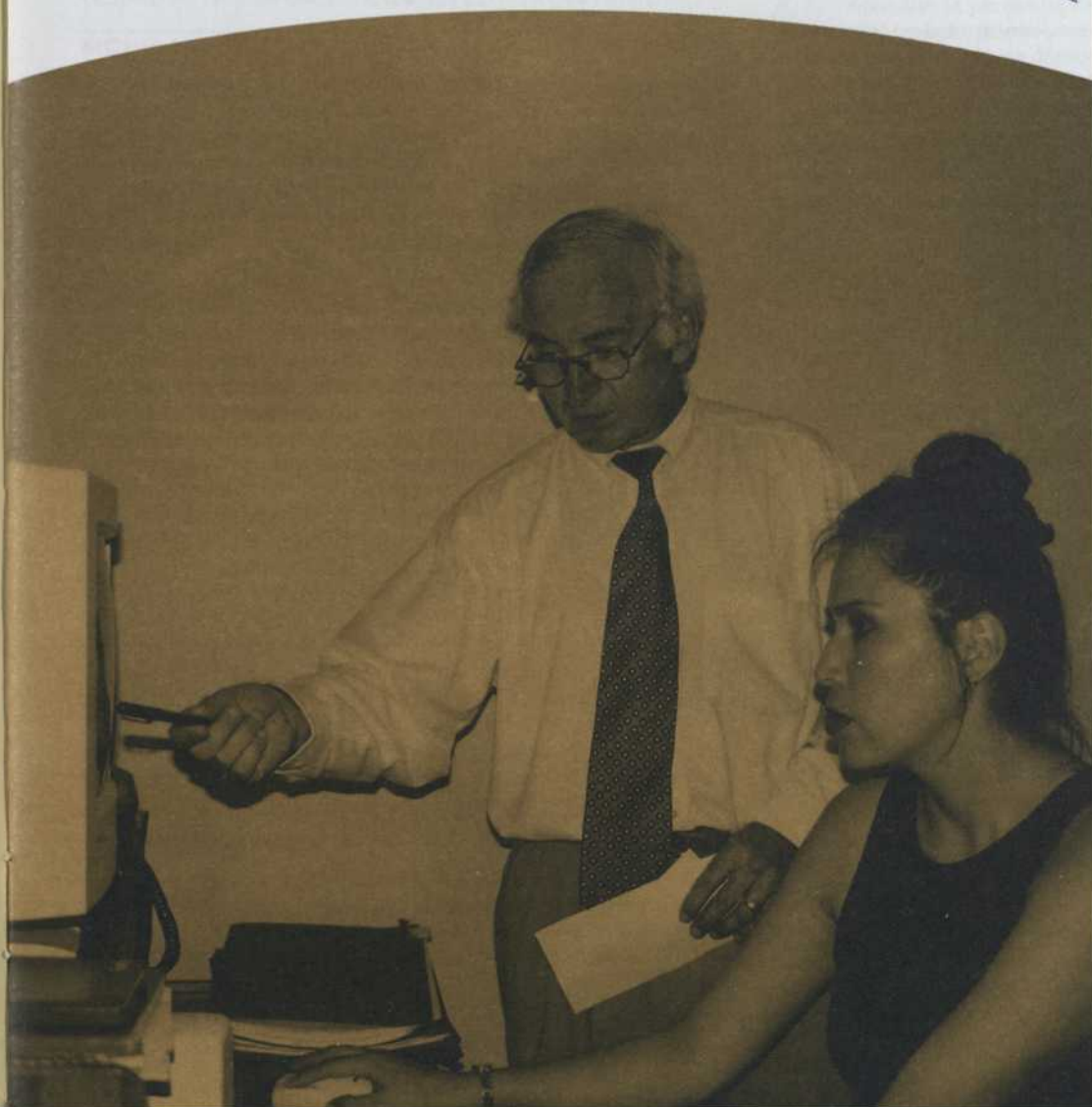
La vision du CGAP

## **Amérique latine**

Quatre scénarios  
du futur

## **Portrait**

Sylvie Gauvin  
au Sénégal



# Le secteur financier solidaire en Amérique latine

QUEL SERA LE SCÉNARIO EN 2010 ?

UN EXERCICE DE FORMULATION DE SCÉNARIOS DU FUTUR A ÉTÉ RÉALISÉ EN AMÉRIQUE LATINE. LE RÉSULTAT : QUATRE HISTOIRES PORTANT SUR LE FUTUR DES SERVICES FINANCIERS SOLIDAIRES EN AMÉRIQUE LATINE EN 2010. JOSÉ BLANCO, DIRECTEUR RÉGIONAL AMÉRIQUE CHEZ DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS, PRÉSENTE LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

## PAR AILLEURS : D'OÙ VIENT L'IDÉE DE PRODUIRE DES HISTOIRES SUR LE FUTUR EN AMÉRIQUE LATINE ?

**JOSÉ BLANCO :** L'Amérique latine est un continent qui a beaucoup de potentiel mais qui rencontre également de nombreux problèmes liés au développement. Il existait un grand vide conceptuel concernant l'avenir du secteur financier solidaire et nous avons décidé de collaborer à y remédier en élaborant les scénarios du futur, qui permettront à DID de se forger une vision plus claire de l'Amérique et d'établir une meilleure stratégie d'affaires.

## PAR AILLEURS : EN QUOI CONSISTENT CES SCÉNARIOS DU FUTUR ?

**JOSÉ BLANCO :** Il s'agit d'un exercice de planification stratégique où l'on prend la peine de réfléchir sur les variables clés qui auront, à long terme, une importance par rapport à un problème, ici l'avenir du secteur financier coopératif en Amérique latine. Nous avons réalisé trois séminaires auxquels ont participé plus de 80 acteurs liés à la problématique : gens des gouvernements, représentants d'institutions financières à propriété solidaire, chercheurs universitaires, bailleurs de fonds internationaux, etc. Nous sommes partis de l'hypothèse qu'il existe une multitude de futurs, certains étant plus probables que d'autres. Et à partir des possibilités retenues, nous avons identifié celles qui étaient les plus crédibles, les plus valables. Ensuite, nous les avons organisées de façon cohérente, sous forme d'histoires. Finalement, il restait à se demander de quelle façon nous pouvions en arriver à ces futurs.

## PAR AILLEURS : QUELS SONT LES SCÉNARIOS QUI ONT ÉTÉ RETENUS ?

**JOSÉ BLANCO :** Les scénarios partent de la situation actuelle et évoluent en fonction de trois axes distincts. Premièrement, il y a le contexte; il peut s'agir d'un temps de crise ou de récupération.

Le second axe concerne le système financier : il y a un futur axé sur l'intégration, où toutes les institutions financières sont regroupées sous trois ou quatre grandes bannières, ou encore un autre où l'on trouve la dispersion, où les institutions sont de petite ou moyenne taille, sans lien entre elles. Finalement, nous avons analysé l'axe du système financier solidaire, où l'on peut imaginer des réponses solidaires du secteur ou plutôt une attitude d'inertie et de mimétisme.

Cela donne quatre scénarios distincts. En premier lieu, dans un contexte de crise, où les institutions sont dispersées et qu'il y a une adaptation par convenance, nous parlons de **chirurgie plastique**. La coopérative garde son identité solidaire en apparence, mais agit en banque. Par contre, si c'est un contexte de récupération, que le système financier est composé surtout de grosses banques mais qu'il y a inertie de la part du secteur solidaire, il y aura **coma** ou apparence de mort. Troisièmement, s'il y a crise, et que les institutions financières sont dispersées mais que la réponse du milieu solidaire est bonne, on parle de **médecine alternative**. Le secteur choisit de rester fidèle à ses principes, mais avec une approche renouvelée. Finalement, on parle de **réincarnation** lorsqu'il y a récupération et stabilité – ce qui est très important en Amérique –, que le système financier est intégré et que la concurrence est forte, et que la réponse du milieu solidaire est excellente. Les valeurs sont les mêmes qu'aujourd'hui, mais l'image extérieure a changé. C'est un peu comme renaître avec vigueur.

## PAR AILLEURS : QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉTAPES ?

**JOSÉ BLANCO :** Les prochaines étapes consisteront à publier et à diffuser ces scénarios. Nous désirons également assurer l'animation des actions, conjointement avec les partenaires de DID, afin de construire ensemble un futur qui permettra de rendre accessibles à la majorité de la population latino-américaine des services financiers adéquats.



# Le CGAP croit au développement de services financiers complémentaires

LE CONSULTATIVE GROUP TO ASSIST THE POOREST (CGAP) A POUR MANDAT DE METTRE EN PLACE DES MÉCANISMES POUR ACCROÎTRE L'INTERACTION ET LE PARTAGE D'INFORMATION ENTRE LES INTERVENANTS DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE. IL S'AGIT D'UN CONSORTIUM DE 26 BAILLEURS DE FONDS – DONT LA BANQUE MONDIALE, L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT – QUI ONT À COEUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ. LA MISSION DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DES JARDINS DE RENFORCER LA CAPACITÉ D'AGIR DES POPULATIONS MOINS NANTIES EN FAVORISANT L'ACCÈS À DES SERVICES FINANCIERS DE BASE PASSE DIRECTEMENT PAR LE DÉVELOPPEMENT DE LA FINANCE COMMUNAUTAIRE, UN SECTEUR D'INTERVENTION QUE PRIVILÉGIENT DID ET LE CGAP.

DID A RENCONTRÉ M. RICHARD ROSENBERG, CONSEILLER SENIOR AU CGAP.

## DID : POURQUOI PRIVILÉGIER LE DÉVELOPPEMENT D'UN SECTEUR FINANCIER DÉDIÉ AUX PAUVRES ?

**RICHARD ROSENBERG :** La microfinance consiste à offrir des services bancaires aux populations pauvres. Il importe cependant d'être réaliste. Les institutions de microfinance n'atteignent en fait presque jamais les populations qui ont les revenus les plus faibles. Certains de leurs clients se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté. Bien entendu, plus la clientèle rejointe, à la base, est pauvre, plus nous sommes intéressés à travailler avec l'institution.

## DID : QUEL LIEN FAITES-VOUS ENTRE LES ACTIVITÉS D'INSTITUTIONS TELLES QUE DESJARDINS ET RAIFFEISEN, ET LA FINANCE COMMUNAUTAIRE TELLE QUE NOUS LA CONCEVONS AUJOURD'HUI ?

**R. R. :** Ces mouvements coopératifs offrent depuis plusieurs années des produits de microfinance à un grand nombre de pauvres. Malgré le fait que plusieurs de leurs membres ne soient pas pauvres, dans la plupart des pays, les coopératives d'épargne et de crédit rejoignent mieux les populations pauvres que les ONG et les institutions de

microfinance. Je pense que le centre d'intérêt est le même, c'est-à-dire fournir des services financiers à des personnes au bas de l'échelle économique et sociale, qui n'y ont pas eu accès auparavant.

## DID : NOUS SAVONS QUE LA MICROFINANCE EST UNE INDUSTRIE GÉNÉRALEMENT SUBVENTIONNÉE, CROYEZ-VOUS QUE NOUS POURRONS ÉVENTUELLEMENT PARLER D'AUTOFINANCEMENT ?

**R. R. :** Si on parle de l'industrie de microfinance en entier, ce n'est pas pour demain. Le pourcentage d'institutions de microfinance dites autosuffisantes se situe aux alentours de 1%. Plusieurs intervenants du secteur espèrent voir les banques commerciales s'engager davantage dans ce marché. Actuellement, les banques commerciales et les institutions financières agréées qui font de la microfinance se comptent par dizaines à travers le monde, et non par centaines. Ce que je trouve stimulant, c'est lorsqu'une banque commerciale décide d'investir dans le secteur de la microfinance. Cela prouve que c'est un marché qui prend de l'expansion.

## DID : QUELLES SONT LES TENDANCES ACTUELLES ?

**R. R. :** Accroître la pérennité des institutions de microfinance et encourager les institutions plus matures à accorder une attention particulière à leur système d'information de gestion, ainsi qu'à leurs états financiers sont certainement des tendances importantes. On note également qu'une attention plus suivie est portée à la définition de la gamme des clientèles qui sont rejointes, selon leur degré de pauvreté.

## DID : QUELS SONT LES PRINCIPAUX ENJEUX POUR LES PROCHAINES ANNÉES ?

**R. R. :** Un grand défi se présente pour les prochaines années : celui de mettre au point des produits spécialisés, de plus en plus raffinés. Une autre activité qui est en marge aujourd'hui mais qui, j'en suis convaincu, prendra de l'expansion, c'est le développement de produits d'épargne et de produits financiers complémentaires comme les assurances ou les régimes de retraite destinés spécialement aux pauvres.

## DID : C'EST UNE NOUVELLE FAÇON DE FAIRE DE LA MICROFINANCE ?

**R. R. :** Oui. L'expertise est encore limitée mais certains promoteurs proposent déjà des produits d'assurance vie où, moyennant un supplément infime, un prêt est assuré en cas de décès de l'emprunteur. C'est là un nouveau concept qui va prendre de l'expansion dans les cinq prochaines années.

« LA  
MICROFINANCE  
CONSISTE À OFFRIR DES  
SERVICES BANCAIRES  
AUX POPULATIONS  
PAUVRES. »

POUR EN APPRENDRE DAVANTAGE SUR LES ACTIVITÉS DU CGAP, VISITEZ LEUR SITE INTERNET :

[www.worldbank.org/html/cgap/](http://www.worldbank.org/html/cgap/)

# L'informatique de plus en plus



IMAGINEZ 23 000 MEMBRES QUI EFFECTUENT LEURS  
TRANSACTIONS COURANTES AU COMPTOIR D'UNE CAISSE.  
PENSEZ AU TRAVAIL QUE REPRÉSENTE L'INSCRIPTION DE  
CES TRANSACTIONS... SANS L'AIDE DE L'INFORMATIQUE !  
LE BESOIN D'INFORMATISATION PRESSANT ET SANS CESSÉ

GRANDISSANT DE CERTAINS DES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS L'INCITE À DÉVELOPPER UNE  
APPROCHE PARTICULIÈRE AFIN DE LEUR FOURNIR DES SOLUTIONS D'AFFAIRES ADAPTÉES À LEURS DEMANDES ET AUX CONTRAINTES  
AUXQUELLES ILS FONT FACE.

« Les gens ont tous les mêmes résistances et les mêmes peurs devant le changement, peu importe le continent », explique Gisèle Thibeault, coordonnatrice de l'équipe Systèmes d'information (SI) de DID. Elle ajoute que l'implantation de l'informatique va au-delà de la mise en place du matériel et suppose autant une révision en profondeur des opérations et des structures organisationnelles de la caisse qu'une bonne formation des employés.

## BIEN IDENTIFIER LES BESOINS

La demande d'implantation repose sur un processus bien structuré : en premier lieu, on doit identifier exactement à quel niveau se situent les besoins des partenaires; ceux-ci peuvent être de trois ordres. Il y a tout d'abord les systèmes d'opérations, qui concernent les applications bancaires; c'est ce qui constitue les solutions informatiques pour la caisse elle-même. Ces systèmes permettent aux employés de gérer les comptes d'épargne et de prêts, les dossiers membres, la comptabilité et les liquidités de la caisse.

Le second type de système qui peut être implanté vise l'agrégation d'information de gestion sous forme de tableau de bord financier; il permet aux organismes des niveaux supérieurs (fédérations, unions, etc.) d'obtenir des statistiques opérationnelles et financières ainsi que des analyses sommaires sur les activités des caisses. Du pourcentage d'augmentation de transactions par mois au volume d'épargne et de crédit, en passant par la comptabilisation des opérations, les systèmes d'information de gestion fournissent une vue d'ensemble des activités du réseau.

Le troisième et dernier niveau porte sur les systèmes de surveillance utilisés principalement par les organismes qui chapeautent les caisses. « Un système de surveillance est aussi un tableau de bord, mais il contient en plus des indicateurs qui informent les vérificateurs et les inspecteurs lorsqu'une caisse est hors normes ou sur le point de l'être. Ce système est similaire à celui qu'utilisent les inspecteurs Desjardins au Québec, connu sous le nom d'Alerte », explique Gisèle Thibeault.

## CONDITIONS PRÉALABLES À L'INFORMATISATION

Avant toute chose, l'équipe SI procède à une analyse approfondie de la situation. « L'étude de faisabilité permet de bien déterminer les besoins et les enjeux du projet. Les questions posées au réseau partenaire lui font comprendre l'envergure d'un projet d'informatisation et l'aident à apprécier les efforts à déployer », ajoute Gisèle Thibeault.

« L'ÉTUDE  
DE FAISABILITÉ  
PERMET DE BIEN  
DÉTERMINER LES BESOINS  
ET LES ENJEUX DU  
PROJET. »

Par la suite, une équipe d'experts ira sur le terrain compléter l'analyse, si les résultats de l'étude préliminaire justifient le besoin d'informatisation. L'équipe retiendra alors la meilleure solution qui répond aux besoins et qui tient compte des contraintes d'implantation et de l'environnement du partenaire. Gisèle Thibeault énonce un certain nombre d'interrogations qui orientent le choix des solutions informatiques : « Les solutions sont-elles trop complexes pour le réseau, ou l'inverse ? Qui formera le personnel ? Comment, concrètement, implantera-t-on l'informatique ? Quelles sont les étapes pour assurer une gestion personnalisée des changements ? Où se situe la caisse par rapport aux sources d'énergie ? Aura-t-on besoin d'une génératrice, d'un local fermé à cause de la chaleur et de la poussière, de climatisation ? Les télécommunications seront-elles accessibles ? Certaines de ces questions, qui peuvent paraître de prime abord évidentes pour ceux qui travaillent au sein d'une institution qui est totalement informatisée, constituent les prémices d'une

# accessible aux partenaires de DID

# DID



**GISÈLE THIBEAULT, COORDONNATRICE  
DE L'ÉQUIPE SYSTÈMES D'INFORMATION  
DE DID**

bonne évaluation, compte tenu du degré d'intégration des technologies d'information de certains de nos partenaires et de la faiblesse des infrastructures. »

## **PERSONNALISER LES SOLUTIONS**

Afin de combler les besoins informatiques des partenaires de DID, l'équipe SI s'applique à trouver des fournisseurs de logiciels qui lui permettront d'adapter des solutions plutôt que de les développer. « Le logiciel Open Bank Lite, par exemple, produit par une firme du Costa Rica et implanté au Pérou, ne convient pas tout à fait pour combler certains besoins en Afrique, où il y a des prêts de groupe. Nous cherchons donc des applications pour lesquelles il est possible de personnaliser l'utilisation en fonction du réseau où elles seront implantées », continue Gisèle Thibeault.

Au nombre des solutions retenues et étudiées par DID, OpenBank/Banca 2000, Open Bank Lite, Emerge Advanced et Emerge First sont offertes comme systèmes d'opérations alors qu'Indix l'est comme système de surveillance. Gisèle Thibeault précise qu'aucun système n'est complet en lui-même : « Les besoins d'un réseau de coopératives d'épargne et de crédit sont très diversifiés. Il faut retenir des solutions qui peuvent facilement s'imbriquer, dit-elle.

## **FINACO, LE PROCHAIN DÉFI**

FINACO, un tout nouveau projet de finance communautaire en Afrique, touche des coopératives du Mali, du Burkina Faso, du Sénégal et de Madagascar, quatre pays où les réseaux ont un urgent besoin d'automatiser leurs opérations. Il s'agit d'un vaste projet, où la technologie sert en grande partie de fer de lance. Gisèle Thibeault explique que l'Afrique accuse un certain retard en matière d'informatisation, comparativement aux réseaux d'Amérique du Sud ou d'Asie. Elle réfère également au réseau chinois, où l'information de gestion présente des lacunes, parce qu'elle n'est pas appuyée par des systèmes adéquats.

« Nous souhaitons être en mesure de supporter l'implantation dans son sens le plus large. Cela implique de revoir les opérations courantes en fonction de l'informatique, d'aider la caisse à s'organiser, de former les gens – partenaires et agents multiplicateurs –, d'implanter, de mettre en production, et de rendre les partenaires autonomes pour poursuivre ce déploiement de l'informatique dans leur réseau », explique Gisèle Thibeault. Au terme de cette intervention, l'équipe SI espère pouvoir affirmer que l'informatisation aura contribué à la réussite de FINACO.

**« NOUS CHERCHONS  
DES APPLICATIONS  
POUR LESQUELLES IL EST  
POSSIBLE DE PERSONNALISER  
L'UTILISATION EN FONCTION DU  
RÉSEAU OÙ ELLES SERONT  
IMPLANTÉES. »**

## **INDIX AU VIÊT-NAM**

### **UN BEL EXEMPLE DE COLLABORATION**

Grâce à son expertise en matière d'informatisation, DID a aidé un réseau de caisses d'épargne et de crédit du Viêt-nam à mieux exploiter l'information sur ses caisses. En effet, l'implantation du logiciel de surveillance à distance Indix a permis au réseau partenaire de devenir autonome. Pour parvenir à ce résultat, des efforts importants ont été déployés au cours des derniers mois afin de stabiliser les applications implantées et ainsi permettre le lien avec les logiciels déjà en place dans le réseau. Un programme de formation a été conçu pour les utilisateurs et le personnel technique et l'évolution du logiciel est assurée par le fournisseur, une entreprise établie à Québec. Il s'agit là d'un bel exemple de collaboration où DID se positionne comme un intervenant stratégique dans l'informatisation des réseaux partenaires.

# Sylvie Gauvin

UNE PASSIONNÉE  
DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

EN AFRIQUE, LE PROGRAMME D'AIDE AUX MUTUELLES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT AU SÉNÉGAL (PAMECAS) QUE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS GÈRE DEPUIS 1994 TIRE À SA FIN. L'IMPLANTATION ET LE DÉVELOPPEMENT RAPIDE DU RÉSEAU (27 MUTUELLES DEPUIS JUILLET 1994) EN FONT UN TRAIN EN MARCHE QU'IL FAUT MAINTENANT PLACER EN MODE AUTONOME. ET SYLVIE GAUVIN A DÉCIDÉ DE RELEVER LE DÉFI !

Après avoir occupé à peu près tous les emplois dans des caisses (de caissière sur appel à directrice des services aux membres puis directrice générale), Sylvie Gauvin est retournée sur les bancs d'école pour mettre ses connaissances du monde financier à jour et faire un MBA. « Avec l'évolution de l'industrie, les acteurs et les techniques de gestion changent tellement vite que je trouvais que le style de gestion traditionnel que je pratiquais devait être revu », explique-t-elle.

Elle avait déjà vécu une première expérience avec DID au Mali de 1994 à 1996. Et son MBA devait la mener à nouveau vers DID en mars dernier. Lorsqu'on lui a parlé du Sénégal, Sylvie Gauvin se sentait prête pour ce mandat audacieux. « J'avais travaillé au Mali en tant que conseillère technique en gestion et développement de coopératives d'épargne et de crédit pour le projet de mise en place d'un réseau malien d'institutions financières de type coopératif. Le projet en était à ses tout débuts et j'avais donc fait beaucoup de terrain. Mais assumer les fonctions de directrice et de chef de mission au Sénégal, c'était une expérience très différente, et ça m'a séduite » explique-t-elle.

## LE FLEURON DE LA COOPÉRATION CANADIENNE AU SÉNÉGAL

À son poste actuel au Sénégal, Sylvie Gauvin collabore à la mise en place de l'Union des caisses, un organisme chargé de veiller au bon fonctionnement des mutuelles. Elle voit également à la formation des dirigeants dans le but de guider le réseau vers l'autonomie financière. « Les dirigeants doivent apprendre à gérer leur union avec un conseil d'administration. Il faut aussi travailler avec eux à établir des mécanismes de concertation et à adapter des outils de gestion efficaces. Bref, il est pour nous très important d'appuyer les dirigeants et les employés afin qu'ils voient au développement des affaires. »

Du même souffle, elle ajoute : « DID est connu et reconnu au Sénégal. Nous sommes sollicités de part et d'autre par des caisses autonomes qui désirent obtenir notre expertise sur un sujet ou un autre. » Récemment, lors de l'ouverture officielle de l'union qui chapeaute les mutuelles du réseau PAMECAS, Mme Michelle

Lévesque, ambassadrice du Canada au Sénégal, décrivait DID comme « le fleuron de la coopération canadienne au Sénégal ».

Sylvie Gauvin ajoute que l'approche de DID y est pour beaucoup dans ce succès. « La population a été consultée avant l'implantation des mutuelles, pour que tout soit adapté à la réalité d'ici. Il s'agit donc d'une gestion davantage participative que directive, et c'est très apprécié. » Elle a d'ailleurs appris au fil des ans qu'il fallait faire confiance à l'intelligence collective. « Il est préférable d'amener les gens à trouver eux-mêmes les solutions à leurs problèmes. Leur demander de réfléchir à leurs besoins et leurs attentes amène souvent de meilleurs résultats. »

## VERS UNE VÉRITABLE RELATION D'AFFAIRES

Pour continuer sur la bonne voie, PAMECAS devra prendre avec brio le virage vers l'autonomie. « Il faudra que les dirigeants de PAMECAS assurent une gestion saine du réseau, conjointement avec le personnel déjà en place. Ils devront également faire face à un défi de taille : l'informatisation du réseau, nécessaire à la poursuite des opérations » explique Sylvie Gauvin.

Bientôt, croit la directrice du projet, la relation entre DID et PAMECAS dépassera le stade d'intervention pour devenir une véritable relation d'affaires. « DID sera engagé comme partenaire pour satisfaire les besoins de croissance du réseau. »

Et son avenir à elle ? D'abord, mener à terme le mandat qui lui est confié, puis continuer à cheminer dans le développement international, en occupant des postes stratégiques, ce qui lui permettrait de contribuer au développement et de l'orienter.

Et lorsque Sylvie Gauvin parle des retombées d'un projet comme PAMECAS sur la population, on la voit s'animer. De sentir que, par son action, la qualité de vie des gens plus démunis s'améliore est très valorisant pour elle. « PAMECAS n'est pas un projet virtuel, c'est un projet réel, qui a permis la création de plusieurs emplois et qui constitue un véritable levier économique. Le monde du développement est loin d'être statique. C'est cette dynamique qui me stimule et c'est dans ce domaine que je veux me réaliser professionnellement ! »





## DID et l'ACDI signent pour trois ans

AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE 1999, LA DIRECTION DE LA COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE DE L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ACDI) A RECONFIRMÉ SON ENTENTE AVEC DID. CETTE ENVELOPPE BUDGÉTAIRE DE PLUS DE 4,7 M\$ PERMETTRA À DID DE RÉALISER PLUSIEURS INTERVENTIONS DANS LE SECTEUR DE LA FINANCE COMMUNAUTAIRE AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES.

## Des partenaires qui excellent !

Les obligations négociables de la *Cooperativa financiera de ahorro y credito* (COFAC) ont récemment été cotées au niveau BBB (catégorie d'investissement). M. Gustavo Marton, directeur général de COFAC, a déclaré : « L'appui de Desjardins a été un facteur important pour la qualification obtenue par COFAC, ce qui permet de constater les retombées positives de cet appui sur les résultats d'affaires de notre coopérative ». DID intervient auprès de COFAC depuis 1996.

Banco CREDICOOP d'Argentine, spécialisée dans les services bancaires aux PME, et à laquelle DID a fait une série de recommandations en vue de renforcer leur capacité de déploiement de nouvelles solutions d'affaires, a été évaluée positivement par trois grandes agences de cotation. Standard & Poor's a donné la cote A pour l'émission de 250 M\$ d'obligations négociables; Duff & Phelps Credit Rating Co. a coté le risque de crédit de CREDICOOP à AA- et Thompson Bankwatch a donné la cote AA.

## Un nouvel investissement

DID a investi la somme de 250 000 \$US, grâce à son Fonds de partenariat, dans le Latin American-Challenge Investment Fund (LA-CIF), un fonds régional d'appui au crédit dédié à soutenir la croissance des institutions de microfinance qui desservent les marchés des microentreprises en Amérique latine. D'une durée de dix ans, ce fonds à but lucratif permettra aux institutions de microfinance d'obtenir des prêts en devises locales auprès des banques commerciales et à fournir des garanties de prêts en faveur des opérateurs en microfinance. Neuf autres investisseurs collaborent au LA-CIF, pour un investissement total de plus de 1,9 M\$.

## Mouvement coopératif haïtien: des impacts majeurs

Le projet de revitalisation du mouvement coopératif haïtien, lancé en 1995 par DID en partenariat avec l'ACDI, compte aujourd'hui 60 coopératives financières qui rendent accessibles des services financiers de base à plus de 75 000 ménages et entrepreneurs : une augmentation de 262 % en une seule année ! De plus, malgré une situation économique difficile, le volume d'épargne locale atteint 10 M\$ CAN et on estime à plus de 75 % l'épargne mobilisée réinjectée dans le milieu. Les caisses contribuent à la correction des déséquilibres régionaux de l'économie haïtienne, à la création d'emplois ainsi qu'à la réduction de la pauvreté et de l'exode rural.

## PAR ailleurs

Destinée aux dirigeants du Mouvement Desjardins, aux partenaires de Développement international Desjardins et à son personnel, la revue d'information PAR AILLEURS est publiée deux fois par année.

Ce numéro a été tiré à 24 500 exemplaires (dont 23 000 encartes dans le n° 4-1999 de la Revue Desjardins).

Responsable du bulletin : Colette Martin

Rédaction : Geneviève Bastien, Mireille Blackburn, Pierre Goulet, Colette Martin

Production : Direction Édition et Publications

Impression : Imprimerie La Renaissance

Dépôts légaux : Bibliothèque nationale du Canada et Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 1195-6763. Imprime au Canada.

Abonnements et courrier :

PAR AILLEURS  
Développement international Desjardins  
150, avenue des Commandeurs Lévis (Québec) Canada G6V 6P8  
Tél. : (418) 835-2400  
Télec. : (418) 833-0742  
Courriel : info@did.qc.ca  
Site Internet : www.did.qc.ca

Desjardins fait sa part pour l'environnement. Ce papier contient des fibres recyclées.

« Des contrastes saisissants, un peuple chaleureux, des bidonvilles déconcertants, des paysages majestueux, des enfants attachants, des danses endiablées... »  
— Pérou, juillet 1999.

AMÉLIE GUILBAULT, LAURÉATE NATIONALE DU CONCOURS DES JEUNES DESJARDINS.

## Échange-réseau international

Participez à l'échange-réseau international le jeudi 21 octobre de 11 h à 13 h sur le

[www.did.qc.ca](http://www.did.qc.ca)

# rayonnement

DES JARDINS



## LES VISITEURS ÉTRANGERS

Développement international Desjardins accueille chaque année des stagiaires et des visiteurs en provenance de nombreux pays. Ceux-ci sont désireux de connaître le modèle Desjardins et de parfaire leurs connaissances à l'égard du modèle coopératif québécois. Au cours des mois de mars à septembre 1999, Desjardins a été l'hôte de plus d'une centaine de représentants des pays suivants :

### PAYS

#### Argentine

- CREDICOOP

#### Bénin

- Bureau international du travail
- Institut supérieur panafricain d'économie coopérative (ISPEC)

#### Brésil

- Financial System of the House of Representative of Brazil
- Parliamentary Credit Co-operative Front
- Credit Union Central of the State of Sao Paulo

#### Cameroun

- Nations-Unies, Équipe multidisciplinaire de l'OIT pour l'Afrique centrale
- Conseil scientifique international de l'ISPEC

#### Chine

- People's Bank of China

#### Côte-d'Ivoire

- Conférence panafricaine coopérative
- Union nationale des entreprises coopératives de Côte-d'Ivoire

#### Cuba

- Stagiaires cubains (IRECUS)

#### États-Unis

- Consulat des États-Unis à Montréal
- Ambassade des États-Unis à Ottawa

#### France

- Université de Lemans

#### Guinée

- Journal *Jeune Afrique à Paris*

#### Haïti

- Banque d'Haïti

#### Hongrie

- Gouvernement de Hongrie

#### Lettonie

- Gouvernement de Lettonie
- Latvian Co-operative Credit Union Association (LKKS)

#### Mexique

- Instituto Anáhuac para el Financiamiento Alternativo del Desarrollo (IAFAD)
- Société d'état de financement au développement (SEFIDE)

#### Pérou

- Coopératives d'épargne et de crédit du système péruvien

#### Russie

- Fédération de Russie
- Ministère des Affaires étrangères
- Lukoil Corporation USA
- Consulat général de la Fédération de Russie au Québec
- Ministère de l'Économie
- Comité d'État sur le logement et l'habitation
- Rosneftexport
- Ambassade de la Fédération de Russie au Canada
- Ministère du Commerce

#### Sénégal

- Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

#### Suisse

- Alliance coopérative internationale

#### Viêt-nam

- Banque d'État du Viêt-nam
- People's Credit Fund
- Gouvernement du Viêt-nam

Ces visiteurs ont été accueillis par les institutions suivantes : l'Assurance vie Desjardins-Laurentienne, la Caisse centrale Desjardins, la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, la Corporation de fonds de sécurité de la Confédération Desjardins, les fédérations des caisses Desjardins de Québec et de Montréal et de l'Ouest-du-Québec, la Société historique Alphonse-Desjardins, ainsi que les caisses populaires de Berthier-sur-Mer, Frampton, Île de Hull, Lévis, Saint-Anselme, Saint-David et Sainte-Marie de Beauce.

## LES MISSIONS DE COURTE DURÉE DES EMPLOYÉS DE DESJARDINS

Plusieurs experts du Mouvement Desjardins interviennent chaque année dans des domaines tels que l'informatique, la gestion coopérative, la comptabilité et la législation bancaire. Au cours des mois de mars à septembre 1999, les employés suivants ont effectué des missions de courte durée pour DID.

Nom	Organisme	Destination
Jean-Marc Bernier	CCPEDQ	Lituanie
Martin Blais	CCPEDQ	Chine
Serge Bourassa	Fédération de Québec	Mali
Robert Dubé	CCPEDQ	Philippines
Alain A. Lacroix	CCPEDQ	Lituanie
Francine Néron	Fédération de Québec	Mali
Simon Pion	Retraité du Mouvement	Burkina Faso, Rwanda
Marcel Robert	CCPEDQ	Viêt-nam
Christian Tardif	CCPEDQ	Viêt-nam

(25 août au 25 sept. 1998)

## LES NOUVEAUX CONSEILLERS « SIÈGE SOCIAL » VENUS DE DESJARDINS

Jean-Marc Crevier	CCPEDQ
Louis Paré	Fédération de Québec
Isabelle Picard	Fédération des caisses d'économie

## LES NOUVEAUX EMPLOYÉS « TERRAIN »

Nom	Organisme	Destination
Robert Charland	C. P. Terrasse Vaudreuil	Madagascar
Sylvie Gauvin	C. P. des Faubourgs	Sénégal
Jean-François Guay	C. P. Pointe-Gatineau	Mali
Nathalie Houle	CCPEDQ	Mali
Lise Veilleux	C. P. L'Ange-Gardien	Pérou

## LES CONSEILLERS « TERRAIN » DE RETOUR AU PAYS

Donald Caissy	Viêt-nam
Michelle Castonguay	Côte-d'Ivoire
Serge Delorme	Sénégal
Michel Hamelin	Uruguay
Errol Lapierre	Burkina Faso

## LES RÉAFFECTATIONS

Nom	Était en poste...	Est maintenant...
Gilles Baril	Mali	Madagascar
Michèle Breton	Russie	Siège social de DID
Raynald Cloutier	Siège social de DID	Burkina Faso
Serge Gosselin	Madagascar	Siège social de DID
Karl Langlais	Sénégal	Burkina Faso
Pierre Markowski	Madagascar	Siège social de DID
Régina Piecaitis	Lituanie	Siège social de DID
Claude Royer	Mali	Siège social de DID

DID s'est également associé à Desjardins et aux autres coopérateurs canadiens pour recevoir la communauté coopérative internationale en août dernier à Québec lors de la 32<sup>e</sup> édition du Congrès de l'Alliance coopérative internationale.

*Développement international Desjardins, partenaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).*